

tions en provenance du Tiers monde, et pourquoi ils sont les plus disposés, après leurs confrères de l'Industrie et du Commerce, à tirer parti du programme d'aide pour promouvoir les exportations canadiennes. Même si les fonctionnaires des Affaires extérieures pris individuellement ne se font généralement guère d'illusions quant à l'influence éventuelle de l'aide sur les politiques des pays bénéficiaires, ils sont cependant les plus enclins, en tant que groupe, à favoriser son utilisation pour accroître l'ascendant politique du Canada. Ils se montrent particulièrement réceptifs aux réticences du Tiers monde à entretenir des relations avec des pays qui font de la discrimination raciale un élément de leur politique officielle. D'une manière générale cependant, les responsables des Affaires extérieures sont heureux de pouvoir laisser à l'ACDI la défense des intérêts du Tiers monde dans l'élaboration de la politique canadienne. Leur contentement se manifeste également dans le fait qu'ils sont de loin les plus enclins à souscrire à la prédiction optimiste voulant que l'on verra avant l'an 2000 une plus juste répartition des richesses de la planète.

Cet optimisme facile est rejeté de la manière la plus catégorique par les 19 nouvelles recrues des Affaires extérieures interrogées pour les besoins de l'enquête, dont 24 p.cent seulement adoptent les points de vue de la majorité de leurs supérieurs, tandis que 38 p.cent s'abstiennent de toute opinion. Les jeunes se montrent par ailleurs plus fermement disposés à satisfaire les aspirations du Tiers monde. En effet, 90 p.cent d'entre eux reconnaissent que le montant de l'aide canadienne devrait être doublé, comparativement à 53 p.cent pour les hauts fonctionnaires, tandis que le tiers se déclare en faveur de l'abolition rapide des tarifs sur les importations en provenance des PMD, comparativement à 18 p.cent pour leurs supérieurs. Faut-il espérer que ces nouveaux venus pourront bientôt influencer la politique? Ou est-il plus vraisemblable de croire qu'ils seront conditionnés à se laisser aller à la satisfaction qui caractérise aujourd'hui le ministère?

Les responsables de l'industrie et du Commerce sont les plus enclins à considérer que l'aide canadienne poursuit des objectifs essentiellement altruistes. Cependant, à en juger par leurs réponses, cet altruisme est perçu comme une erreur qu'il convient de corriger! Les trois quarts d'entre eux soutiennent que la promotion des exportations canadiennes doit constituer un objectif important de l'aide, tandis que moins du cinquième se déclare en faveur de l'abolition rapide des tarifs frappant les

importations en provenance du Tiers monde. Quoique généralement moins insensibles que les militaires aux problèmes des PMD, les fonctionnaires d'I&C semblent les moins bien disposés à l'égard du Commonwealth et des Nations Unies et exceptionnellement peu enclins à accueillir favorablement l'intrusion de considérations d'ordre moral, comme la défense des droits de la personne, dans la conduite des relations extérieures du Canada.

#### Opinions des ministres

Nous nous sommes par ailleurs entretenus avec 11 ministres en exercice ainsi qu'avec 10 anciens ministres du gouvernement Trudeau. Leur perception des affaires du Tiers monde se rapproche généralement de celle des fonctionnaires, quoiqu'ils se montrent considérablement plus disposés à satisfaire les aspirations des pays en développement. Ils sont notamment plus enclins à favoriser un accroissement de l'aide et l'abolition rapide des tarifs, de même qu'à limiter les relations avec des États qui pratiquent la discrimination raciale et à considérer les besoins des bénéficiaires comme le premier critère de l'aide économique. S'ils sont moins en faveur de l'utilisation de l'aide pour promouvoir les exportations, ils sont par contre plus disposés à en faire un outil de la lutte contre le communisme. Enfin, leur conscience politique se traduit par le fait qu'ils sont relativement nombreux à considérer que la cohésion interne et la consolidation des liens avec la Francophonie et le Commonwealth doivent constituer un objectif de notre politique d'aide. Les politiciens sont peut-être plus aptes que les fonctionnaires à nuancer leurs réponses en fonction des opinions supposées de leurs interlocuteurs, et plusieurs d'entre eux nous ont affirmé spontanément qu'ils seraient disposés à en faire davantage pour satisfaire les revendications du Tiers monde s'ils se seraient soutenus par l'opinion publique. Néanmoins, et surtout si l'on considère les fortes prises de position du premier ministre, il apparaît regrettable que les politiques du Canada à l'égard du Tiers monde se rapprochent davantage des principes prônés par les fonctionnaires que des opinions exprimées par les ministres interrogés.

Enfin, nous avons posé les mêmes questions à 36 universitaires spécialistes des relations internationales, seul sous-groupe à ne pas appartenir aux hautes sphères gouvernementales. A en juger par leurs réponses, ceux-ci sont encore moins enclins que l'élite politique d'Ottawa à reconnaître que la paix dépend de la possibilité de combler le fossé qui sépare les